

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	5
Sommaire	7
1. La qualification des ASBL comme entreprises et ses conséquences	9
Henri Culot	
Introduction	10
Section 1. Définition générale de l'entreprise	11
§1. Définition et son application aux ASBL	11
§2. Liberté d'entreprendre et liberté d'association	15
§3. Tribunal de l'entreprise : composition et compétence.....	16
§4. Contrats	17
I. Preuve.....	18
II. Vente commerciale.....	19
III. Mandat présumé onéreux.....	20
IV. Bail commercial.....	21
V. Prescriptions présomptives de paiement	22
VI. Coutumes et usages	23
§5. Utilisation d'un compte bancaire	24
§6. Interdiction judiciaire	25
§7. Comptabilité.....	25
§8. Connaissances de gestion de base	26
§9. Faillite et procédure de réorganisation judiciaire.....	28

Section 2. Entité enregistrée et entreprise soumise à inscription (Livre III CDE)	28
Section 3. Entreprise au sens fonctionnel (Livres IV et VI CDE)	29
§1. Définition et son application aux ASBL	29
§2. Pratiques du marché.....	30
§3. Action en cessation.....	32
Section 4. Entreprise au sens de la loi du 2 août 2002	32
Conclusion	33

2. Le nouveau champ d'action de l'ASBL et l'importante distinction entre son but et son objet

Michel Coipel

Section 1. Le nouveau champ d'action de l'ASBL	36
§1. La suppression de l'interdiction des « opérations industrielles et commerciales »	36
I. Une délivrance après un siècle de pinaillage juridique	36
II. Quelles conséquences en matière d'action en cessation pour violation d'une pratique honnête du marché ?.....	41
III. Un cadeau empoisonné du législateur : la possibilité pour les ASBL existantes de rester soumises à l'interdiction des activités commerciales.....	42
§2. La définition de l'association et la confirmation explicite de ce qu'elle peut rendre des services à ses membres.....	46
I. L'élaboration chaotique d'une définition.....	46
II. Des incohérences dans les formulations et dans le choix des mots ...	50
III. Une définition consolidée et simplifiée de l'ASBL	51
Section 2. Le nouveau champ d'action de l'ASBL renforce l'importance de la distinction entre son but et son objet	52
§1. L'évolution des conceptions à propos du but et de l'objet dans les personnes morales de droit privé.....	52
I. Le but et l'objet dans la conception traditionnelle	52
II. Les importantes modifications apportées par le CSA à la conception traditionnelle	54
A. Sur le plan terminologique.....	54
B. Modification pour toutes les sociétés	54
C. Modifications pour la société coopérative.....	55

TABLE DES MATIÈRES

§2. La distinction entre le but et l'objet dans une ASBL.....	56
I. L'activité et le fonctionnement de l'ASBL sont subordonnés à son but	56
II. La différence entre le but et l'objet en cas de dépassement à l'occasion d'un acte juridique	57
A. Le dépassement de l'objet	57
B. Le dépassement du but	58
III. La prise en compte de l'objet réel et du but réel pour l'annulation de l'ASBL	62
A. L'objet réel.....	62
B. Le but réel	65
§3. La description précise du but et de l'objet dans les statuts.....	66
I. Observations préalables	66
A. Comparaison entre l'ancien et le nouveau texte légal	66
B. En quoi consiste une description précise ?.....	66
C. <i>Quid</i> lorsque le but ou l'objet sont repris dans la dénomination de l'ASBL ?.....	67
II. Suggestions pour la rédaction des statuts en ce qui concerne le but et l'objet	67
A. Pourquoi faut-il, pour répondre aux nouvelles exigences du CSA, se méfier des statuts dans les ASBL existantes.....	67
B. On peut distinguer trois niveaux de précision dans la description des projets d'une ASBL.....	68
C. <i>Quid</i> de l'adverbe « notamment » ou de l'affectation au but ?..	69
3. Le nouveau régime des ASBL.....	71
Valérie Simonart	
Section 1. Objet du présent rapport et plan.....	72
Section 2. Dispositions applicables.....	72
§1. Dispositions légales.....	72
§2. Dispositions conventionnelles.....	74
Section 3. Activités et but	76
§1. Activités	76
§2. But.....	77
Section 4. Types d'ASBL.....	78
Section 5. Constitution.....	80
§1. Conditions de fond.....	80

§2. Formalités de constitution	80
§3. Formalités postérieures à la passation de l'acte constitutif	81
§4. Nullité	81
§5. Engagements au nom d'une ASBL en formation.....	82
Section 6. Membres.....	82
Section 7. Organe d'administration.....	83
§1. Introduction	83
§2. Organe d'administration collégial - Composition	83
§3. Nomination, rémunération et révocation des administrateurs	84
§4. Représentation des administrateurs.....	85
§5. Pouvoirs.....	85
§6. Représentation vis-à-vis des tiers.....	86
§7. Conflits d'intérêts	87
§8. Délibérations écrites.....	88
§9. Délégué à la gestion journalière	89
§10. Responsabilité.....	89
I. Personnes visées.....	90
II. Cas de responsabilité.....	90
III. Plafonds.....	91
IV. Garanties.....	93
Section 8. Assemblée générale.....	93
Section 9. Dissolution et liquidation	94
§1. Dissolution	95
I. Dissolution volontaire.....	95
II. Dissolution de plein droit	96
III. Dissolution judiciaire.....	96
§2. Liquidation	97
I. Interdiction de modifier certaines mentions des statuts.....	97
II. Nomination des liquidateurs.....	98
A. Règles applicables à toutes les ASBL.....	98
B. Obligations supplémentaires applicables aux grandes ASBL.....	98
III. Pouvoirs des liquidateurs.....	99
IV. Reporting	100
A. Règles applicables à toutes les ASBL.....	100

TABLE DES MATIÈRES

B. Obligations supplémentaires applicables aux grandes ASBL.....	100
V. Affectation du solde de liquidation	101
VI. Dissolution et liquidation en un seul acte.....	101
VII. Réouverture de la liquidation	102
Section 10. Transformation.....	102
Section 11. Opérations de restructuration.....	104
§1. Bénéficiaires.....	104
§2. Fusions et scissions.....	105
§3. Apport à titre gratuit d'universalité ou de branche d'activité.....	106
Section 12. Droit transitoire	106
§1. Principes généraux	106
§2. Règle spécifique concernant les activités que les ASBL peuvent exercer.....	107
Section 13. Conclusion	109
4. Le nouveau régime des AISBL.....	111
Edouard-Jean Navez et Vincent Deckers	
Introduction.....	112
Section 1. Définition et constitution de l'AISBL	114
§1. Définition et origine.....	114
I. Évolution	114
II. Définition.....	115
A. Définition de l'association	115
B. Définition de l'AISBL.....	117
§2. Constitution.....	117
I. Forme de l'acte constitutif et ses modifications ultérieures	117
A. Acte authentique – Acquisition de la personnalité juridique.....	117
1) Acte authentique.....	117
2) Arrêté royal	118
3) Reprise des engagements.....	119
B. Distinction entre les statuts et les autres dispositions de l'acte constitutif	119
II. Organisation	119
III. Mentions devant figurer dans les statuts	120
LAFACER	297

IV. Mentions pouvant figurer dans les autres dispositions de l'acte constitutif.....	121
V. L'emploi des langues.....	123
§3. Formalités de publicité.....	124
§4. Règlement d'ordre intérieur.....	125
§5. Nullités.....	126
Section 2. Assemblée générale.....	126
§1. Compétences.....	126
§2. Composition et fonctionnement.....	127
§3. La nullité des décisions de l'assemblée générale.....	128
I. Les causes de nullité.....	128
II. La procédure et les effets de la nullité.....	129
Section 3. Administration.....	130
§1. Organe d'administration.....	130
I. Compétences.....	130
II. Composition et fonctionnement.....	131
III. Représentant permanent.....	131
IV. Conflit d'intérêts.....	131
V. Responsabilité des administrateurs.....	132
VI. Nullité des décisions de l'organe d'administration.....	133
§2. Gestion journalière.....	133
Section 4. Libéralités aux AISBL.....	134
Section 5. Transformations et réorganisations.....	135
§1. Transformation.....	135
I. Innovations du CSA.....	135
II. Transformation d'une ASBL en AISBL ou d'une AISBL en ASBL.....	136
III. Transformation d'une société en AISBL.....	137
§2. Réorganisations.....	138
I. Les apports et cessions d'universalités.....	138
II. Les fusions et scissions.....	140
Section 6. Dissolution et liquidation.....	143
§1. Évolution.....	143
§2. Dissolution.....	143
I. Dissolution volontaire.....	144

TABLE DES MATIÈRES

II. Dissolution de plein droit	145
III. Dissolution judiciaire.....	145
§3. Liquidation	146
Section 7. Droit transitoire	149
§1. Les dispositions abrogatoires	150
§2. L'entrée en vigueur du CSA	150
§3. L'application du CSA	150
I. L'application des règles du CSA aux AISBL constituées avant le 1 ^{er} mai 2019.....	150
II. La mise en conformité des statuts au CSA.....	151
5. Quelques aspects de la protection des créanciers de l'ASBL : comptes annuels, rapport de gestion, commissaire, procédures d'alerte	153
Michel De Wolf	
Introduction.....	154
Section 1. Les obligations de comptabilité et de transparence des ASBL...	155
Section 2. Les commissaires	159
Section 3. Procédures d'alerte et d'alarme.....	161
Conclusion	165
6. Les conséquences fiscales pour les ASBL de l'autorisation d'exercer toute activité économique... ..	167
Emanuele Ceci	
Introduction.....	168
Section 1. Les ASBL à l'épreuve du CSA : l'autorisation d'exercer toute activité économique.....	170
Section 2. Les conséquences fiscales de cette autorisation d'exercice de toute activité économique	171
§1. Distinction IPM/Isoc.....	172
§2. Règles d'assujettissement IPM/Isoc.....	173
I. Principes généraux IPM/Isoc	173
II. L'élément clé d'assujettissement à l'IPM : l'article 220, 3°, CIR/92	176
A. Le caractère lucratif et l'application des articles 181 et 182 CIR/92.....	178

B. L'utilisation de méthodes industrielles ou commerciales.....	180
C. Le caractère accessoire des opérations économiques réalisées	181
§3. Quel est l'impact concret pour les ASBL post réforme CSA ?.....	184
Conclusion	187
7. L'association face à l'insolvabilité	191
Déborah Gol	
Introduction	192
Section 1. Le suivi par les chambres d'entreprises en difficultés	199
Section 2. La dissolution et la liquidation	200
Section 3. La procédure de réorganisation judiciaire	204
Section 4. La faillite	204
§1. Conditions de la faillite	205
§2. Exception à l'obligation de faire aveu de faillite dans le mois de la cessation de paiement.....	205
§3. Représentation de l'association de fait	205
§4. Choix du curateur	206
§5. Interdictions professionnelles (art. XX. 229 et s. CDE)	206
§6. Responsabilité pénale.....	206
§7. Période suspecte – inopposabilités.....	207
§8. Sort des sûretés à titre gratuit	207
Section 5. La responsabilité des administrateurs dans le contexte de l'insolvabilité	208
§1. L'action en comblement de passif.....	209
I. Le champ d'application personnel.....	214
II. Qualité pour introduire l'action.....	214
III. Répartition du montant de la condamnation	216
§2. L'action en responsabilité pour non-paiement des cotisations sociales	219
§3. L'action en responsabilité pour poursuite déraisonnable d'une activité déficitaire	224
§4. Champ d'application et exceptions	228
I. Champ d'application.....	228

TABLE DES MATIÈRES

II. Exceptions liées à la taille de l'entreprise	229
A. Action en comblement de passif (art. XX. 225, § 2, CDE)	229
B. Responsabilité pour non-paiement des dettes sociales (art. XX.226 CDE)	230
C. Responsabilité pour poursuite déraisonnable d'une activité défictoire (art. XX.227, § 5, du CDE)	231
III. Compétence matérielle et procédure.....	232
IV. Droit transitoire	232
Conclusion	232

8. Le nouveau régime de dissolution-liquidation des ASBL dans le Code des sociétés et des associations : une réforme presque parfaite 235 |

Arnaud Houet et Charlotte Sartori

Introduction et objet	236
Section 1. Dissolution de l'ASBL	237
§1. Dissolution volontaire	237
I. Compétence exclusive de l'assemblée générale.....	237
II. Préparation de la dissolution par l'organe d'administration	238
III. Forme de l'acte de dissolution, tenue de l'assemblée générale et quorum de présence et de voix	241
IV. Sanction en cas de violation des formalités relatives à la dissolution d'une ASBL : nullité.....	242
§2. Dissolution judiciaire.....	243
I. Règles de compétence	243
II. Introduction de la demande.....	244
III. Causes de dissolution judiciaire.....	246
IV. Pouvoirs du tribunal de l'entreprise et jugement de dissolution	249
V. Voies de recours.....	250
§3. Dissolution de plein droit.....	252
Section 2. Dissolution et clôture de la liquidation en un seul acte	253
§1. Dissolution volontaire	253
§2. Dissolution judiciaire.....	254

Section 3. Mesures de publicité de la décision de dissolution	254
Section 4. Liquidation de l'ASBL.....	255
§1. Conséquences de la décision de décision de dissolution d'une ASBL	255
§2. Désignation, confirmation et remplacement des liquidateurs.....	258
I. Principes généraux applicables à la désignation du ou des liquidateurs	258
II. Quatre voies de désignation des liquidateurs.....	260
III. Procédure de confirmation de la nomination des liquidateurs des grandes ASBL en liquidation déficitaire.....	262
IV. Remplacement des liquidateurs	264
§3. Rémunération des liquidateurs d'ASBL.....	265
§4. Pouvoirs des liquidateurs	266
§5. Opérations de liquidation.....	269
I. Inventaire de l'actif et du passif.....	269
II. Réalisation de l'actif de l'ASBL et restitution des apports faits à l'ASBL par ses membres ou par des tiers avant la dissolution de l'ASBL	272
III. Désintéressement des créanciers.....	274
IV. Affectation du boni de liquidation ou du solde de l'actif de l'ASBL...	275
§6. Obligations du liquidateur en cours de liquidation	277
I. Formalités et obligations générales applicables à toutes les ASBL dissoutes	277
II. Obligations applicables uniquement aux grandes ASBL en liquidation.....	280
§7. Clôture de la liquidation.....	283
I. Dissolution volontaire ou de plein droit.....	283
II. Dissolution judiciaire	284
Section 5. Mesures de publicité de la décision de clôture de la liquidation et accès au dossier de l'ASBL au greffe.....	286
Section 6. Réouverture de la liquidation en cas d'actifs oubliés	287
Section 7. Responsabilité des liquidateurs	288
Section 8. Entrée en vigueur du nouveau régime de dissolution- liquidation pour les ASBL.....	289
Conclusion	289